

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 NOVEMBRE 1904.

Projet de loi prorogeant jusqu'au 31 décembre 1909, les dispositions de la loi du 1^{er} mars 1851 concernant les tarifs et règlements des correspondances télégraphiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi prorogeant jusqu'au 31 décembre 1909, les pouvoirs accordés au gouvernement par la loi du 1^{er} mars 1851, en ce qui concerne les tarifs et règlements des correspondances télégraphiques.

Ces pouvoirs ont été prorogés jusqu'au 31 décembre prochain, par la loi du 30 décembre 1899, et la loi du 14 juin 1885 les a étendus aux communications échangées par la voie téléphonique.

Le présent exposé rend compte de l'usage que le gouvernement a fait des pouvoirs que vous lui avez conférés.

A. — CORRESPONDANCE TÉLÉGRAPHIQUE.

I. — TÉLÉGRAMMES ÉCHANGÉS À L'INTÉRIEUR DU ROYAUME.

Depuis le 30 décembre 1899, date de la dernière prorogation des dispositions de la loi du 1^{er} mars 1851, le tarif des télégrammes internes n'a subi aucun changement.

Le trafic télégraphique à l'intérieur du royaume, qui s'est accru jusqu'en 1900, a subi, depuis lors, une légère dépression. En 1899, il a été émis 3,500,944 télégrammes internes; en 1903, il y en a eu 3,291,748, soit une diminution de 9,196 télégrammes ou de 0.28 p. c.

Cette situation doit, semble-t-il, être attribuée en partie à la création de nombreux réseaux téléphoniques dont la mise en exploitation a facilité l'échange des conversations par téléphone à grande distance et a entraîné,

comme conséquence, une réduction dans le nombre des communications télégraphiques.

Si, en ce qui concerne ces dernières, le recul n'est pas plus sensible, c'est que le télégraphe a perfectionné ses procédés d'exploitation de manière à accélérer la vitesse des transmissions, et a augmenté, sans relâche, le nombre de ses bureaux.

Le tableau ci-après indique les fluctuations du mouvement et de la recette pendant les dernières années :

Années.	Mouvement.	Recettes.
1899.	3,300,944	1,915,020
1900.	3,377,910	1,965,402
1901.	3,531,003	1,924,595
1902.	3,502,254	1,912,850
1903.	3,291,748	1,895,171

Pour l'exercice en cours, la situation tend toutefois à s'améliorer : le premier semestre, comparé à la même période de l'année 1903, accuse, abstraction faite du mouvement supplémentaire produit par les élections législatives et provinciales, une augmentation d'environ 10,000 télégrammes, soit 0.60 p. c.

Le produit moyen par télégramme a fléchi comme le mouvement : de 58.01 centimes qu'il était en 1899, il est tombé à 57.57 centimes en 1903.

* * *

Depuis le 1^{er} juin 1903, il a été institué, à l'intervention des départements de l'intérieur et de l'agriculture, un service de transmission quotidienne par télégraphe, d'un bulletin des prévisions du temps formulées par le service météorologique de l'Observatoire royal d'Uccle.

Ce service, organisé surtout dans l'intérêt de l'agriculture, est rendu aux intéressés moyennant l'application d'un tarif réduit, fixé comme il suit :

Pour un abonnement d'un mois (période minimum).	fr.	7.50
id. trois mois		21.00
id. six mois		36.00
id. un an		70.00

Le bulletin est transmis et affiché aux guichets des bureaux télégraphiques des communes qui souscrivent un abonnement.

Il est loisible à l'administration communale ou à toute personne de se faire délivrer une copie du bulletin contre paiement, soit d'une taxe de 10 centimes par copie ou de 3 francs par mois, lorsque la copie est prise au bureau télégraphique, soit d'une taxe de 25 centimes par copie ou de fr. 7.50 par mois, si la copie doit être remise à domicile dans le rayon local du bureau d'arrivée.

A défaut d'abonnement souscrit par une administration communale, tout

particulier peut s'abonner pour recevoir les prévisions du temps, mais dans ce cas, il doit acquitter, outre la taxe de transmission, les droits de copie de 10 ou de 25 centimes, selon le cas, et il n'y a pas d'affichage.

En 1903, il y a eu 36 abonnements portant sur des périodes d'un mois à un an; pour l'exercice en cours, ce nombre s'élevait à 52 au 1^{er} octobre.

*
* *
*

En exécution d'un arrêté royal en date du 19 septembre 1902, les postes de télégraphie sans fil établis aux frais de l'État et desservis par son personnel à Nieuport et à bord des paquebots de l'État de la ligne de navigation Ostende-Douvres, ont été ouverts à la correspondance privée le 13 mars 1904.

Indépendamment de la taxe ordinaire afférente au parcours terrestre, il est perçu, pour la transmission par télégraphe sans fil, une taxe spéciale de 20 centimes par mot, avec un minimum de 2 francs par télégramme.

Du 13 mars au 1^{er} octobre, il a été échangé 1,523 télégrammes privés entre le poste de Nieuport et les malles de l'État.

II. — TÉLÉGRAMMES INTERNATIONAUX.

Au cours des quatre années qui viennent de s'écouler, de notables réductions de taxes ont été introduites dans les relations avec les pays situés hors de l'Europe.

En outre, la taxe par mot a été abaissée de moitié (2 1/2 centimes au lieu de 5 centimes) à partir du 51^e mot, pour les correspondances échangées avec les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg. Cette mesure a permis de satisfaire, dans une certaine limite et *sans créer de privilège* en faveur de l'une ou de l'autre catégorie de particuliers, à un vœu souvent exprimé de voir accorder un tarif de faveur aux télégrammes de la presse, lesquels contiennent fréquemment plus de 50 mots.

Sauf en 1901, où l'on constate une légère diminution, le mouvement des télégrammes internationaux n'a cessé de croître depuis 1899, ainsi que le montrent les chiffres ci-après et nonobstant les nombreuses relations téléphoniques qui ont été ouvertes au public avec les pays limitrophes.

Années	Mouvement	Recettes
—	—	—
1899	2,796,607	2,327,750
1900	2,808,239	2,317,631
1901	2,790,189	2,276,767
1902	2,833,103	2,300,570
1903	2,836,970	2,269,913

Comme on le remarquera, le trafic accuse pour le dernier exercice un accroissement de 40,363 télégrammes ou 1.44 p. c. comparativement à l'année 1899.

Malgré cette progression, la recette de 1903 est cependant inférieure de

57,857 francs ou 2.48 p. c. à celle de 1899. Ce fait est dû à une diminution appréciable du produit moyen par télégramme, lequel de 83,23 centimes — produit moyen de 1899 — est tombé à 80,01 centimes en 1903.

Les causes de cette diminution sont :

1^o La réduction de la longueur des télégrammes, qui est descendue de 12.20 mots à 11.82 mots ;

2^o Un recul considérable dans le nombre des correspondances urgentes, lesquelles, frappées de la triple taxe, sont très productives. On en comptait 89,862 en 1899, alors qu'il n'y en a plus que 62,794 en 1903, soit 30,12 p. c. de moins. Cette réaction est due, sans doute, à l'extension des relations téléphoniques entre la bourse financière de Bruxelles et celles des grandes villes des pays limitrophes. Les spéculations financières donnaient, précédemment, lieu à un échange très actif de télégrammes urgents.

Les six premiers mois de 1904 accusent, sur la même période de l'exercice précédent, une diminution de 6,057 télégrammes ou 0,44 p. c.

III. — CORRESPONDANCES EN TRANSIT.

Le mouvement des correspondances en transit n'a pas cessé de décroître depuis 1899, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

Années.	Mouvement.	Recettes.
1899	567,320	327,073
1900	550,538	313,899
1901	520,638	301,237
1902	468,442	271,319
1903	433,617	232,979

Alors qu'en 1899, ce mouvement s'élevait à 567,320 télégrammes, il n'a atteint en 1903 que 433,617 télégrammes; il y a donc eu une diminution de 131,703 télégrammes ou 23.21 p. c.

Cette diminution sensible est due principalement à la mise en service en 1901 d'un nouveau câble entre l'Angleterre et l'Allemagne et à l'emploi plus étendu que par le passé de procédés de travail rapide sur les lignes directes anglo-allemandes.

Le produit du transit a été en 1903 inférieur de 74,096 francs à celui de 1899, mais la recette moyenne par télégramme est plus rémunératrice : de 57,63 centimes qu'elle était en 1899, elle s'est élevée à 58,07 centimes en 1903.

Ce relèvement de la recette moyenne doit être attribué au fait suivant :

En vue d'accélérer l'échange des télégrammes entre la Belgique et l'Amérique, le bureau télégraphique d'Anvers (Bourse) est relié, depuis 1901, au bureau de l'« Anglo american telegraph Company », à Londres. En outre, depuis juin 1902, une communication directe est établie la nuit entre Anvers (Bourse) et le poste de la compagnie précitée à Valentia (Irlande), point d'atterrissage

des câbles anglo-américains. Cette combinaison est très avantageuse au trésor, en ce sens qu'elle a attiré un certain mouvement en transit, par la voie belge, de télégrammes de l'Amérique pour l'Allemagne et les pays au delà. Ces correspondances rapportent à l'office belge 13,75 centimes par mot, taxe sensiblement supérieure à la part la plus élevée qui est attribuée à la Belgique pour les autres correspondances transitant par ses lignes.

Pour l'exercice en cours, on constate une légère amélioration dans l'ensemble du mouvement en transit : le premier semestre accuse, comparativement à la période correspondante de 1903, une augmentation de 478 télégrammes et un supplément de recettes de 1,188 francs.

IV. — TÉLÉGRAMMES DE SERVICE.

Le mouvement des télégrammes transmis en franchise pour les différentes administrations du département et principalement pour celle des chemins de fer, est en augmentation.

Ci-après les résultats des cinq dernières années :

Exercices.	Mouvement.
1899	5,698,000
1900	7,388,800
1901	7,468,600
1902	7,460,200
1903	7,728,390

L'augmentation considérable que l'on constate à partir de 1900 est toutefois plus apparente que réelle. En effet, contrairement à la pratique suivie antérieurement, on comprend, depuis 1900, dans le mouvement envisagé, les avis de service très concis relatifs à la marche des trains, échangés entre deux stations immédiatement voisines. Or, le nombre de ces avis s'élève à plus d'un million par an.

L'accroissement effectif pour 1903 est d'environ 850,000 unités, comparativement à l'exercice 1899.

B. — CORRESPONDANCE TÉLÉPHONIQUE.

I. — RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES LOCAUX.

Durant la dernière période quinquennale, le gouvernement a tout particulièrement poursuivi, dans la limite des moyens d'exécution dont il dispose, l'extension du téléphone aux parties du pays éloignées des centres principaux.

Après avoir épuisé la série des localités susceptibles de fournir un premier contingent de 20 ou de 15 adhérents, il en a abordé une nouvelle à la faveur de la réduction, à 12 et même à 10, du nombre minimum des souscriptions du début.

On constate qu'en général, dans ces petits réseaux, on absorbe du premier

coup la plus grande partie de la matière *abonnable*: les adhésions ultérieures y sont nulles ou fort espacées.

Depuis le 31 décembre 1899, le nombre des réseaux téléphoniques s'est élevé de 91 à 146. Les nouveaux réseaux sont établis dans les localités suivantes et rattachés à des groupes existants, savoir :

Groupe d'Anvers : Moll;

Groupe d'Arlon : Bertrix, Étalle, Lavaux, Saint-Hubert, Tintigny;

Groupe de Bruxelles : Braine-le-Comte, Cortenberg, Enghien, Genappe, Groenendaël, Overysse, Virginal;

Groupe de Charleroy : Acoz, Beaumont, Fleurus, Florennes, Gosselies, Labuissière, Nalinnes, Philippeville, Sivry, Thuillies, Thuin, Walcourt;

Groupe de Chimay : Seloignes;

Groupe de Gand : Berchem, Deynze, Eecloo, Thielt;

Groupe de Landen : Diest, Looz, Orp;

Groupe de Liège : Esneux, Modave, Ouffet, Seraing, Soheit-Tinlot, Sprimont;

Groupe du Littoral : Dixmude, Ghistelles;

Groupe de Mons : Dour, Feluy, Labouverie, Quiévrain, Roisin;

Groupe de Namur : Beauraing, Gedinne, Mesnil-Saint-Blaise, Profondeville, Rochefort;

Groupe de Tournai : Taintegnies, Templéuve;

Groupe de Verviers : Stavelot, Vielsalm.

Dans l'ensemble des réseaux, près de 1,100 communes possèdent actuellement au moins un poste téléphonique d'abonné sur leur territoire.

Bien que la création de petits réseaux soit onéreuse pour le Trésor, le Gouvernement croit de son devoir de continuer à les multiplier, pourvu qu'il trouve des compensations dans les autres réseaux plus productifs; il existe, en effet, une étroite solidarité, en matière téléphonique, entre toutes les installations du pays.

En vue de répondre aux vœux de la grande majorité des intéressés, le réseau auxiliaire de Gembloux a été raccordé au groupe de Bruxelles.

Les bureaux centraux téléphoniques de Bruxelles et de Mons ont été transférés dans les nouveaux bâtiments qui avaient été construits spécialement à cette fin; ces deux bureaux centraux sont actuellement outillés d'après les derniers perfectionnements en rapport avec leur importance relative.

Le doublement des fils individuels des abonnés des réseaux de Louvain et de Mons a été effectué; il est sur le point d'être terminé dans les réseaux de Bruxelles, de Gand et de Liège, où l'on procède en même temps au remplacement des lignes aériennes par des lignes souterraines.

La transformation du réseau aérien à fil simple d'Anvers en réseau souterrain à fil double sera entreprise dans le courant de l'année 1908. Lorsque le même travail de doublement aura été exécuté à Verviers et à Malines, tous les réseaux belges se trouveront constitués par des reliements bifilaires, ce qui mettra toutes les installations locales du pays dans les meilleures

conditions pour correspondre à toutes distances avec la plus grande somme d'efficacité.

A l'occasion de la transformation des reliements à fil simple en lignes bifilaires, les abonnés des réseaux de Bruxelles et de Mons ont bénéficié de la suppression des surtaxes afférentes à l'usage d'un second fil de raccordement. Cette dernière mesure équivaut donc à un dégrèvement de taxes ; elle a pour effet d'augmenter sensiblement les charges de l'exploitation.

*
* *

Le système forfaitaire des redevances d'abonnement, par lequel une redevance annuelle fixe couvre un nombre illimité de conversations, ne peut plus être uniquement considéré ; il doit s'accompagner d'un régime plus équitable tenant compte de l'usage plus ou moins étendu que fait l'abonné de l'appareil dont il dispose, ainsi que du prix de revient du service selon l'importance des réseaux. Mais avant qu'une nouvelle tarification soit utilement introduite dans les grands centres, il est nécessaire de mettre les lignes à même de satisfaire sans délai à un surcroît probable de demandes de raccordement. C'est à quoi l'administration consacre tous ses efforts.

Les modifications profondes apportées à toutes les parties des installations téléphoniques, au prix de dépenses très considérables, ont aggravé les charges de l'exploitation dans une mesure qui ne pourra être suffisamment appréciée qu'à la clôture des comptes de l'exercice en cours.

*
* *

Ci-après le relevé du nombre des abonnés par groupe, à la date du 31 août 1904 :

Groupes et réseaux.	Reliements.
Groupe de Bruxelles	6,266
— d'Anvers	3,583
— d'Arlon	256
— de Charleroy	1,207
— Chimay	114
— Courtrai	306
— Gand	1,392
— Landen	237
— Liège	2,509
— du Littoral	836
Réseau de Louvain	156
— Malines.	79
Groupe de Mons	770
— Namur.	715
— Termonde.	137
— Tournai	560
— Verviers	1,114
Total.	<u>20,237</u>

A la date du 31 août 1899, le nombre total des abonnés était de 13,213; l'augmentation a donc été de 7,024 ou 53.16 p. c. en cinq ans.

II. — ÉCHANGE DES TÉLÉGRAMMES PAR TÉLÉPHONE.

Les abonnés du téléphone ont la faculté de dicter leurs télégrammes au bureau télégraphique de raccordement et de recevoir également, par la voie téléphonique, les correspondances télégraphiques qui leur sont adressées.

Ce service, qui est rendu à titre gratuit, ne cesse de se développer, ainsi que l'attestent les chiffres ci-après :

ANNÉES.	TÉLÉGRAMMES TÉLÉPHONÉS		TOTAUX.
	par les abonnés.	aux abonnés.	
1899	817,348	626,126	1,443,474
1900	854,152	621,363	1,475,515
1901	883,499	642,631	1,526,130
1902	905,664	658,904	1,564,568
1903	931,897	660,529	1,592,426

Dans la plupart des pays d'Europe, toute transmission téléphonique d'un télégramme donne lieu à une taxe de 10 centimes au minimum; il s'ensuit que le régime belge a exonéré les abonnés, en 1903, d'une somme de 159,242 francs, au moins.

III. — PRISE A DOMICILE DE TÉLÉGRAMMES A TRANSMETTRE ET DE CORRESPONDANCES POSTALES ORDINAIRES A EXPÉDIER PAR EXPRÈS.

Par un arrêté royal en date du 30 décembre 1901, il a été institué, à l'usage des abonnés au téléphone, un service de prise à domicile, par porteur spécial, de télégrammes à transmettre et de correspondances postales non assurées ni recommandées à expédier par exprès. La demande de porteur est formulée par téléphone.

La taxe à percevoir par prise à domicile est fixée à 25 centimes dans le rayon local du bureau qui fait recueillir les correspondances.

Si la prise à domicile est effectuée en dehors de ce rayon, il est perçu des frais d'exprès calculés d'après le tarif appliqué aux correspondances télégraphiques.

Ce nouveau service a été inauguré le 1^{er} février 1902; le nombre des demandes de prise à domicile s'est élevé à 692 en 1902 et à 449 en 1903.

IV. — RELATIONS INTERURBAINES INTERNES.

Les premières relations téléphoniques interurbaines internes, ouvertes en Belgique, le 20 octobre 1884, entre les réseaux d'Anvers et de Bruxelles, ont été étendues successivement aux autres exploitations téléphoniques

locales, de telle sorte que, depuis le 20 juillet 1900, tous les abonnés belges sont en mesure de correspondre entre eux.

Pour réaliser l'intercommunication générale, l'État a dû procéder progressivement :

- 1° A la substitution des fils de bronze aux conducteurs de fer qui constituaient les circuits télégrapho-téléphoniques ;
- 2° A l'établissement d'un grand nombre de circuits exclusivement téléphoniques ;
- 3° Au doublement des raccordements individuels unifilaires.

Au 31 décembre 1903, on comptait 14,457 kilomètres de fils conducteurs servant à la télégraphie interurbaine interne, dont 6,303 kilomètres de fils télégraphiques sont appropriés à la téléphonie d'après le système Van Ryselberghe.

Le relevé suivant donne le mouvement et la recette de la téléphonie interurbaine interne pendant les dix derniers exercices :

Années.	Nombre des conversations.	Recettes (y compris les abon- nements).
—	—	—
1894	173,524	fr. 208,884
1895	200,811	» 245,054
1896	223,751	» 277,340
1897	260,529	» 317,241
1898	323,375	» 389,273
1899	387,588	» 463,493
1900	434,973	» 521,453
1901	488,355	» 582,655
1902	509,039	» 596,227
1903	586,677	» 684,258

V. — BUREAUX PUBLICS TÉLÉPHONIQUES.

Au 31 décembre 1899, il existait en Belgique 100 bureaux téléphoniques accessibles au public ; le nombre en est actuellement de 122, se répartissant ainsi : groupe d'Anvers, 13 ; d'Arlon, 2 ; de Bruxelles, 25 ; de Charleroy, 7 ; de Chimay, 1 ; de Courtrai, 6 ; de Gand, 9 ; de Landen, 7 ; de Liège, 12 ; du Littoral, 14 ; de Mons, 5 ; de Namur, 4 ; de Termonde, 5 ; de Tournai, 6 ; de Verviers, 3 ; réseaux de Louvain, 2 ; de Malines, 1.

A l'exception de ceux qui sont installés au centre des grandes agglomérations, les bureaux publics téléphoniques ne produisent que des recettes peu importantes.

Quarante de ces bureaux ont fourni chacun, en 1903, une recette inférieure à 300 francs, du chef des conversations du régime intérieur.

Cette situation résulte, d'une part, de la délivrance aux abonnés de cartes donnant droit à l'usage gratuit des cabines publiques ; d'autre part, de la faculté qui est accordée au public en général de disposer gratuitement de nombreux postes d'abonnés.

VI. — AVIS TÉLÉPHONIQUES.

Ce service, institué par l'arrêté royal du 23 mars 1897, a pour objet d'inviter un correspondant quelconque, abonné ou non, à se mettre en communication par la voie téléphonique avec l'expéditeur de l'avis ou avec un tiers désigné, opérant soit dans un poste d'abonné, soit dans un bureau public.

Le nombre des bureaux distributeurs d'avis téléphoniques, qui était de 86 au 31 décembre 1899, a été porté à 143.

Le tableau ci-après indique le mouvement et la recette des avis téléphoniques au cours des six derniers exercices.

A N N É E S.	Nombre des avis.	Recette.
1898	2,553	769 80
1899	4,492	1,276 93
1900	5,918	1,795 20
1901	7,045	2,117 90
1902	7,337	2,495 80
1903	9,410	2,822 50

VII. — TÉLÉPHONIE INTERNATIONALE.

1^o Service anglo-belge.

Le service téléphonique entre la Belgique et l'Angleterre a été inauguré le 8 juin 1903.

La convention intervenue entre les deux pays, qui a été mise en vigueur à partir de la date susdite, stipule notamment :

La taxe unitaire par conversation de trois minutes est formée par le total des taxes élémentaires suivantes :

Au profit de la Belgique :

4.50 francs pour toute conversation originaire ou à destination d'un centre téléphonique belge ;

Au profit du Royaume-Uni :

5.50 francs pour chaque conversation originaire ou à destination de tout centre téléphonique de l'Angleterre ou du pays de Galles qui peut être mis en relation avec un centre téléphonique belge.

Après accord, chacune des administrations est libre d'établir des relations téléphoniques avec un autre pays par l'intermédiaire des lignes téléphoniques de l'autre administration.

Des conversations de nuit peuvent être échangées sous le régime de l'abonnement.

Toute communication d'abonnement a une durée minima double de l'unité

de conversation; elle acquitte la moitié de la taxe prévue pour les communications ordinaires.

Après une année de mise en vigueur, la convention peut être révisée à toute époque, à la demande de l'une ou de l'autre des parties contractantes.

L'ouverture du service téléphonique entre la Belgique et l'Angleterre a nécessité :

- 1° L'immersion d'un câble téléphonique sous-marin contenant quatre conducteurs, entre la côte belge et la côte anglaise;
- 2° L'établissement de fils terrestres de fort diamètre destinés à mettre ce câble en communication directe avec les capitales des deux pays.

Le câble anglo-belge a une longueur de 87 kilomètres; c'est la plus longue conduite téléphonique sous-marine actuellement connue. Elle a été établie à frais communs par les deux administrations; la part belge dans la dépense d'établissement s'élève exactement à fr. 376,318.33.

Par son intermédiaire, les relations ci-après sont actuellement ouvertes au public :

a. Réseau propre de Bruxelles avec le réseau desservant toute la circonscription de Londres et les réseaux des villes suivantes : Bradford, Birmingham, Brighton, Bristol, Cambridge, Cardiff, Derby, Hull, Ipswich, Leeds, Leicester, Liverpool, Lowestoft, Manchester, Newport, Norwich, Nottingham, Sheffield, Southampton, Wakefield et Yarmouth;

b. Réseaux auxiliaires du groupe de Bruxelles, réseaux de Bruges et d'Ostende et groupes de Liège et de Verviers (à l'exclusion du réseau de Vielsalm), avec le réseau du Comté de Londres;

c. Réseaux propres d'Anvers, de Charleroy, de Gand, de Louvain, de Malines, de Mons, de Namur et groupe de Termonde, avec le réseau du Comté de Londres et avec les réseaux de : Birmingham, Brighton, Cambridge, Ipswich, Lowestoft, Norwich, Nottingham, Southampton et Yarmouth.

Le service est limité dans les relations susdites :

En Angleterre, aux postes téléphoniques reliés aux bureaux centraux du Post Office, à l'exclusion des postes appartenant à la National Telephone Co;

En Belgique : 1° Aux bureaux publics; 2° aux abonnés qui disposent d'appareils appropriés raccordés par fil double.

Pendant la première année d'exploitation, du 8 juin 1903 au 7 juin 1904, il a été échangé entre les deux pays 6,714 communications et la part belge dans les recettes s'est élevée à fr. 44,077.50.

2° Service franco-belge.

La nouvelle convention franco-belge du 29 octobre 1898, dont le gouvernement a indiqué les bases dans l'exposé des motifs du projet de loi prorogeant jusqu'au 31 décembre 1904 les dispositions de la loi de 1881, a été mise en vigueur le 1^{er} mai 1900.

De nombreuses relations téléphoniques franco-belges ont été ouvertes sous l'empire de cette convention, notamment :

Les communications avec Paris, Lille et Maubeuge ont été étendues à tous les réseaux belges.

Quelques réseaux auxiliaires seuls sont écartés de la correspondance avec Givet et les réseaux du groupe d'Arlon sont seuls exclus provisoirement des relations avec Calais, Fourmies, Valenciennes et Roubaix-Tourcoing.

Les villes françaises de Lyon, Marseille, Le Havre, Bordeaux, Saint-Étienne, Dijon, Orléans et Rouen ont été admises à la correspondance téléphonique avec les principaux groupes belges.

Le tableau ci-dessous résume le mouvement et les recettes franco-belges pour chacun des cinq derniers exercices :

ANNÉES.	Nombre des communications.	Recette (part belge) y compris les abonnements.
1899	96,108	152,450 75
1900	112,531	201,821 29
1901	119,196	217,984 37
1902	130,512	232,496 48
1903	130,716	230,654 25

3° Service germano-belge.

La convention germano-belge du 28 août 1893 détermine provisoirement les tarifs à appliquer dans les relations ouvertes à cette époque et mentionne que les deux administrations pourront, d'un commun accord, modifier ces tarifs et fixer les taxes à percevoir pour les relations nouvelles à ouvrir éventuellement.

Les administrations allemande et belge se sont concertées pour appliquer, à partir du 1^{er} janvier 1902, les tarifs ci-après :

La taxe d'une communication ordinaire est formée du total des taxes élémentaires fixées comme il suit, par conversation de trois minutes :

En Belgique :

A soixante-deux et demi centimes (fr. 0.625) pour les communications originaires ou à destination des groupes téléphoniques de Liège et de Verviers (1^{re} zone) ;

A un franc vingt-cinq centimes (fr. 1.25) pour les communications originaires ou à destination des autres groupes belges (2^e zone).

En Allemagne :

A soixante-deux et demi centimes (fr. 0.625) pour les communications originaires ou à destination des réseaux compris dans la circonscription de la direction supérieure des postes d'Aix-la-Chapelle (1^{re} zone) ;

A un franc vingt-cinq centimes (fr. 1.25) pour les communications originaires ou à destination des réseaux compris dans les circonscriptions

des directions supérieures des postes de Cologne (Rhin) et de Dusseldorf (2^e zone);

A deux francs vingt-cinq centimes (fr. 2. 25) pour les communications originaires ou à destination des réseaux non compris dans les deux premières zones (3^e zone).

Les taxes totales se rapportant aux conversations originaires de la Belgique et qui sont échangées entre :

- 1^o Les réseaux de la 1^{re} zone belge et ceux de la 2^e zone allemande;
- 2^o Les réseaux de la 2^e zone belge et ceux de la 1^{re} zone allemande ;
- 3^o Les réseaux de la 1^{re} zone belge et ceux de la 3^e zone allemande, sont respectivement portées, les deux premières à 2 francs (deux francs) et la troisième à 3 francs (trois francs).

Les conversations téléphoniques urgentes germano-belges acquittent triple taxe.

Les groupes d'Arlon et de Chimay sont les seules exploitations téléphoniques locales belges qui n'ont pu, jusqu'à présent, être mises en relation avec les réseaux allemands.

Parmi les réseaux allemands ouverts actuellement au service germano-belge, figurent notamment ceux établis dans les villes suivantes : Aix-la-Chapelle, Berlin, Barmen, Bonn, Brême, Chemnitz, Cologne, Coblenze, Crefeld, Dortmund, Dusseldorf, Ems, Essen, Francfort-sur-Mein, Hambourg, Hanovre, Leipzig, Lubeck, Magdebourg, Mulhouse, Mannheim, Mayence, Metz, Strasbourg, Stuttgart, Trèves et Wiesbaden.

Ci-dessous le mouvement et la recette de la téléphonie germano-belge pendant les cinq derniers exercices :

ANNÉES.	Nombres des communications.		RECETTE (part belge).
	non urgentes.	urgentes.	
1899	17,587	462	34,833 34
1900	19,151	566	36,589 38
1901	16,480	525	28,939 »
1902	23,557	1,923	43,387 75
1903	32,890	2,099	61,634 25

4^o Service néerland-belge.

Par suite des nombreuses extensions réalisées récemment, la plupart des réseaux belges sont actuellement admis à communiquer avec toutes les villes importantes des Pays-Bas, notamment :

Amsterdam, Arnhem, Bois-le-Duc, Delft, Dordrecht, Flessingue, Groningue, Harlem, La Haye, Leyde, Maastricht, Middelbourg, Nimègue, Rotterdam, Ruremonde, Schiedam, Tilbourg et Utrecht.

Le mouvement et la recette de la téléphonie néerlando-belge pendant les cinq derniers exercices sont mentionnés dans le tableau ci-après :

ANNÉES	Nombre des communications.	Recette (part belge) y compris les abonnements.
1899	13,865	25,836 70
1900	15,762	29,289 13
1901	19,187	36,278 »
1902	24,141	45,765 63
1903	26,753	50,927 13

5° Service belge-Grand-ducal :

Depuis le 1^{er} juillet 1904, les relations sont ouvertes entre tous les réseaux belges et tous les postes téléphoniques du Grand-Duché de Luxembourg pourvus de microphones.

Le relevé suivant indique le mouvement et la recette des communications échangées entre les deux pays pendant chacune des cinq dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE des communications.	RECETTE (part belge) y compris les abonnements.
1899.	2,053	2,954 44
1900.	2,993	4,012 32
1901.	3,188	4,306 60
1902.	2,823	3,749 10
1903.	3,654	5,197 97

VIII. — Résultats généraux.

La comparaison des recettes téléphoniques encaissées par le Trésor public pendant les deux derniers exercices est fourni par le tableau suivant :

OBJETS DE LA STATISTIQUE.		RECETTES en 1903.	RECETTES en 1902.	DIFFÉRENCE en 1903.
Service local.	Avis téléphoniques	1,236 85	980 05	+ 256 80
	Abonnements	4,385,270 21	3,991,954 17	+ 393,316 04
	Conversations	14,620 75	13,920 75	+ 700 00
	Cartes payantes.	293 50	334 89	— 41 39
Service inter-urbain.	Avis téléphoniques.	1,585 65	1,215 75	+ 369 90
	Abonnements	52,550 04	49,344 50	+ 3,205 54
	Conversations	631,688 00	546,882 50	+ 84,805 50
Service inter-national	Abonnements (part belge). .	18,769 50	19,839 98	— 1,070 48
	Conversations (id.). .	348,521 60	305,558 98	+ 42,962 62
Communications avec les stations de chemins de fer		400 00	400 00	»
Produits extraordinaires		49,784 90	36,667 70	+ 13,117 20
TOTALS. . .		5,504,721 00	4,967,099 27	+ 537,621 73 ou 10,82 p.c.

La transformation des réseaux, cause directe d'une augmentation des charges d'exploitation d'une part; de l'autre, le changement du mode de tarification, ont pour effet de prolonger la période expérimentale en ce qui touche l'établissement des taxes. C'est pourquoi le gouvernement sollicite la prorogation, pour un nouveau terme de cinq années, des pouvoirs que lui accorde la loi du 1^{er} mars 1851, rendus applicables à la téléphonie par la loi du 11 juin 1883.

*Le ministre des chemins de fer,
postes et télégraphes,*

JUL. LIEBAERT.



PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre ministre
des chemins de fer, postes et télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre ministre des chemins de fer,
postes et télégraphes présentera en Notre
nom, aux chambres législatives, le pro-
jet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de la loi du 1^{er} mars
1851, concernant les tarifs et règlements
des correspondances télégraphiques, sont
prorogées jusqu'au 31 décembre 1909.

Donné à Bruxelles, le 17 novem-
bre 1904.

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Spoorwegen, Pos-
terijen en Telegrafen zal in Onzen naam,
bij de Wetgevende Kamers, het wetsont-
werp aanbieden, waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

De geldigheidsduur van de bepalingen
van de wet van 1ⁿ Maart 1851, betref-
fende de tarieven en reglementen voor de
telegraphische mededeelingen, is ver-
lengd tot 31ⁿ December 1909.

Gegeven te Brussel, den 17 Novem-
ber 1904.

LÉOPOLD.**Par le Roi :**

*Le ministre des chemins de fer,
postes et télégraphes,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Spoorwegen, Posterijen
en Telegrafen,*

JUL. LIEBAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 NOVEMBER 1904.

Ontwerp van wet houdende verlenging, tot 31 December 1909, van den geldigheidsduur der bepalingen van de wet van 1 Maart 1851, betreffende de tarieven en reglementen voor de telegraphische mededeelingen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer u een wetsontwerp ter overweging voor te leggen, houdende verlenging, tot 31 December 1909, van de macht welke door de wet van 1 Maart 1851, betreffende de tarieven en reglementen voor de telegraphische mededeelingen, aan de Regeering wordt verleend.

Die macht werd door de wet van 30 December 1899 tot 31 December e. k. verlengd en de wet van 11 Juni 1883 heeft haar tot de telephonische mededeelingen uitgebreid.

Hierbij wordt rekenschap gegeven van het gebruik dat de Regeering van de haar door u opgedragen macht heeft gemaakt.

A. — TELEGRAPHISCHE MEDEDEELINGEN.

I. — TELEGRAMMEN BINNENSLANDS GEWISSELD.

Sedert 30 December 1899, dag waarop de geldigheidsduur van de bepalingen der wet van 1 Maart 1851 de laatste maal werd verlengd, werd aan het tarief voor telegrammen binnen het land geene verandering toegebracht.

Het telegraphisch verkeer binnenslands, dat steeg tot in 1900, nam sindsdien eenigszins af. In 1899 werden binnen het land 3,300,944 telegrammen verzonden; in 1903 waren er 3,291,748, dus eene vermindering van 9,196 telegrammen of van 0.28 t. h.

Die toestand zal wel gedeeltelijk toe te schrijven zijn aan de inrichting van talrijke telefoonnetten waarvan het in exploitatie stellen de telefoon-

gesprekken op grooten afstand gemakkelijker maakte en eene vermindering in het getal telegraphische mededeelingen voor gevolg had.

Dat, wat laatstgenoemde betreft, de achteruitgang niet grooter is, danken wij aan de verbeteringen, aan de wijze van exploitatie van de telegraaf toegebracht, waarbij de berichten sneller werden overgemaakt, en aan het steeds toenemend aantal kantoren.

Volgende tabel wijst aan, hoe het getal telegrammen en het bedrag der ontvangsten klommen en daalden gedurende de laatste jaren :

Jaren.	Telegrammen.	Ontvangsten.
1899.	3,300,944	1,913,020
1900.	3,377,910	1,963,402
1901.	3,331,003	1,924,393
1902.	3,302,234	1,912,850
1903.	3,291,748	1,893,171

Voor het loopende jaar is echter eenige verbetering waar te nemen : het eerste halfjaar, met denzelfden termijn van het jaar 1903 vergeleken, geeft, na aftrek van het buitengewoon verkeer, door de verkiezingen voor de wetgevende Kamers en voor de provinciën veroorzaakt, eene vermeerdering van ongeveer 10,000 telegrammen, dus van 0.60 t. h.

De gemiddelde opbrengst per telegram daalde evenals het getal telegrammen : van 38.01 centiemen, die ze bedroeg in 1899, viel ze tot op 37.57 centiemen in 1903.

* * *

Sedert 1 Juni 1903 werd, met tusschenkomst van het Departement van Binnenlandsche Zaken en het Departement van Landbouw, een dienst ingericht tot dagelijksche overmaking per telegraaf van een weerbericht, door den weerkundigen dienst van de Koninklijke Sterrenwacht te Ukkel opgesteld.

Die dienst, vooral in het belang van den landbouw ingericht, werkt voor de belanghebbenden tegen een laag tarief en wél :

Voor een abonnement van ééne maand (kleinste termijn)	. . fr.	7.50
id.	drie maanden	. . . 21.00
id.	zes maanden	. . . 36.00
id.	één jaar	. . . 70.00

Het bericht wordt overgemaakt aan de telegraafkantoren der gemeenten die een abonnement nemen en wordt er nevens de winketten aangeplakt.

Het staat aan het gemeentebestuur of aan elken persoon vrij, zich een afschrift van het bericht te doen afgeven, mits betaling, hetzij van een recht van 10 centiemen per afschrift of van 3 frank per maand, wanneer het afschrift ten telegraafkantore wordt afgehaald, hetzij van een recht van 25 centiemen per afschrift of van fr. 7.50 per maand, indien het afschrift ten huize hoeft afgeleverd binnen den bestelkring van het kantoor van aankomst.

Waar het gemeentebestuur geen abonnement neemt, kan een ieder zich abonneeren om van de weersvoorzieningen bericht te ontvangen. maar dan moet hij, benevens de seinkosten, de 10 of 25 centiemen — volgens het geval — voor afschrift betalen en wordt het bericht niet aangeplakt.

In 1903, waren er 36 abonnementen, voor termijnen van éene maand tot één jaar; voor het loopende jaar bedroeg het getal 32 op 1 October.

* * *

Bij uitvoering van een Koninklijk besluit van 19 September 1902, werden de op 's Staats kosten en door zijn personeel te Nieuwpoort en aan boord van de Staatspaketbooten der zeevaartlijn Oostende-Dover ingerichte posten voor draadlooze telegraphie, den 15 Maart 1904 ten dienste van het publiek gesteld.

Buiten en behalve de gewone seinkosten op het vaste land, wordt, voor het overmaken per draadlooze telegraaf, een bijzonder recht van 20 centiemen per woord geheven, met minimum van 2 frank per telegram.

Van 15 Maart tot 1 October werden 1323 bijzondere telegrammen tusschen den post te Nieuwpoort en de Staatspaketbooten overgeseind.

II. — INTERNATIONALE TELEGRAMMEN.

In den loop der vier laatste jaren werden merkelijke prijsverminderingen in het verkeer met de buiteneuropesche landen ingevoerd.

Bovendien werd, voor de met Nederland en het Groothertogdom Luxemburg gewisselde mededeelingen, het recht per woord, van het 51^e woord af, tot de helft verminderd (2 1/2 centiemen in plaats van 5 centiemen). Die maatregel liet toe eenigermate en *zonder* eene of andere klasse van personen te *bevoorrechten*, den dikwijls geuiten wensch te voldoen, dat voor pers-telegrammen — die vaak meer dan 50 woorden tellen — een gunstiger tarief mocht worden toegestaan.

Uit de volgende cijfers blijkt dat, behalve in 1901, waar eene lichte vermindering wordt waargenomen, het getal internationale telegrammen sedert 1899 steeds aangroeide, niettegenstaande de talrijke telephonische verbindingen die voor het publiek met de aangrenzende landen werden ingesteld.

Jaren.	Telegrammen.	Ontvangsten.
—	—	—
1899	2,796,607	2,527,750
1900	2,808,239	2,517,681
1901	2,790,159	2,276,767
1902	2,833,105	2,500,570
1903	2,836,970	2,269,913

Zooals men zal opmerken, is het verkeer, in vergelijking met het jaar 1899, met 40,563 telegrammen, dus met 1.44 t. h. vermeerderd in het laatste jaar.

Niettegenstaande die verhooging, bedraagt de ontvangst over 1903

nochtans 57,837 frank of 2.48 t. h. minder dan die over 1899. Dit feit is te wijten aan eene merkelijke vermindering van de gemiddelde opbrengst per telegram, welke van 83.23 centiemen — gemiddelde opbrengst in 1899 — in 1903 tot 80.01 centiemen vervallen is.

De oorzaken dier vermindering zijn :

1^o De verkorting van de telegrammen, die van 12.20 woorden tot op 11.82 woorden gevallen zijn;

2^o Een aanzienlijke achteruitgang in het getal dringende mededeelingen die, dank aan het drievoudig recht welk haar wordt toegepast, zeer winstgevend zijn. Men telde er 89,862 in 1899; daartegenover staat enkel nog 62,794 in 1903, dus 30.12 t. h. minder. Dat zal wel te wijten zijn aan de uitbreiding van het telephoonverkeer tusschen de Fondsenbeurs van Brussel en die der groote steden uit de aangrenzende landen. De geldspeculatie gaf voortijds aanleiding tot eene zeer drukke verwisseling van dringende telegrammen.

De vermindering over de zes eerste maanden van 1904, in vergelijking tot denzelfden termijn van het voorgaande jaar, bedraagt 6,057 telegrammen of 44 t. h.

III. — TRANSITO-VERKEER.

Het getal over het land heen geseinde telegrammen nam, sedert 1899, gestadig af, zooals blijkt uit volgende tabel :

Jaren.	Telegrammen.	Ontvangsten.
1899	567,520	327,075
1900	550,338	315,899
1901	520,638	301,237
1902	468,442	271,319
1903	435,617	252,979

Waar, in 1899, het getal telegrammen 567,520 beliep, bereikte het, in 1903, slechts 435,617; dus eene vermindering van 131,703 telegrammen of van 23.21 t. h.

Die merkelijke vermindering is vooral te wijten aan de indienststelling, in 1901, van een nieuwen kabel tusschen Engeland en Duitschland en aan het toenemend gebruik van snel werk leverende middelen op de rechtstreeksche Engelsch-Duitsche lijnen.

De over het land heen geseinde telegrammen brachten, in 1903, 74,096 frank minder op dan in 1899, maar de gemiddelde ontvangst per telegram staat hooger : waar ze 57.63 centiemen bedroeg in 1899, is ze in 1903 tot 58.07 centiemen gestegen.

Die verhooging der gemiddelde ontvangst heeft aan volgend feit toegeschreven :

Ten einde de overmaking van telegrammen tusschen België en Amerika te versnellen, is het telegraafkantoor Antwerpen (Beurs) sedert 1901 met het kantoor van de « Anglo-American Telegraph Company », te Londen,

verbonden. Bovendien is, sedert Juni 1902, 's nachts eene rechtstreeksche verbinding gesteld tusschen Antwerpen (Beurs) en den post van voormelde maatschappij te Valentia (Ierland), aanlandingspunt der Engelsch-Amerikaansche kabels. Die maatregel komt de schatkist bijzonder ten goede wijl de telegrammen uit Amerika naar Duitschland en verder daardoor in zekere mate over België heen werden gelokt. Die mededeelingen brengen den Belgischen dienst 13.75 centiemen per woord op, wat merkelyk meer is dan de hoogste som die aan België wordt toegestaan voor de andere mededeelingen welke over zijne lijnen heen worden geseind.

Voor het loopende jaar wordt, wat betreft de over het land heen geseinde telegrammen, eene lichte verbetering waargenomen : het eerste halfjaar, met denzelfden termijn uit 1903 vergeleken, geeft eene vermeerdering van 478 telegrammen en van 1,188 frank ontvangst.

IV. — DIENSTTELEGRAMMEN.

Het getal diensttelegrammen voor de verschillende takken van beheer van het Departement, en voornamelyk voor de Spoorwegen, neemt toe.

Hierna de uitslagen over de vijf laatste jaren :

Jaren.	Telegrammen.
1899	5,698,000
1900	7,388,800
1901	7,468,600
1902	7,460,200
1903	7,728,390

De aanzienlijke vemeerdering, die van 1900 af wordt waargenomen, bestaat echter meer in schijn dan in werkelijkheid. Inderdaad, in strijd met wat vroeger gebeurde, worden, sedert 1900, onder de diensttelegrammen begrepen de heel kortbondige dienstberichten betreffende den rit der treinen, tusschen twee onmiddellyk naburige statiën gewisseld. Nu, het getal dier berichten beloopt over het millioen per jaar.

In vergelyking tot het jaar 1899, bedraagt de eigenlijke vermeerdering voor 1903 ongeveer 850,000 stuks.

B. — TELEPHONISCHE MEDEDEELINGEN.

1. — PLAATSELIJKE TELEPHOONNETTEN.

Gedurende de laatste vijf jaren heeft de Regeering gansch bijzonder voor doel gehad, binnen de grenzen der middelen waarover zij beschikt, den telephoondienst uit te breiden tot die gedeelten van het land welke van de voornaamste centra's verwijderd zijn.

Nadat de reeks der gemeenten, die een eerste bijdrage van 20 of van 15 inschrijvers konden leveren, was uitgeput, werd eene nieuwe reeks begonnen, doordien het minste getal inschrijvers, dat bij den aanvang wordt geëischt, tot 12, ja zelfs tot 10 werd verminderd.

Vastgesteld wordt dat over het algemeen, in die kleine netten, de moge-

lijke inschrijvers meestendeels van den beginne af worden aangeworven : latere inschrijvingen komen niet bij of volgen elkaar op na langen tijd.

Sedert 31 December 1899 is het getal telephoonnetten van 91 tot 146 gestegen. De nieuwe netten zijn in volgende plaatsen ingericht en opgenomen in bestaande groepen, te weten :

Groep Aarlen : Bertrix, Etalle, Lavaux, Saint-Hubert, Tintigny;

Groep Antwerpen : Mol;

Groep Bergen : Dour, Feluy, Labouverie, Quiévrain, Roisin;

Groep Brussel : Cortenberg, Edingen, Genappe, 's Graven-Brakel, Groenendaal, Overijsche, Virginal;

Groep Charleroy : Acoz, Beaumont, Fleurus, Florennes, Gosselies, Labuisière, Nalinnes, Philippeville, Sivry, Thuillies, Thuin, Walcourt;

Groep Chimay : Seloignes;

Groep Doornijk : Taintegnies, Templeuve;

Groep Gent : Berchem, Deinze, Eekloo, Thielt;

Groep « De Kust » : Diksmuide, Gistel;

Groep Landen : Borgloon, Diest, Orp;

Groep Luik : Esneux, Modave, Ouffet, Seraing, Soheit-Tinlot, Sprimont;

Groep Namen : Beauraing, Gedinne, Mesnil-Saint-Blaise, Profondeville, Rochefort;

Groep Verviers : Stavelot, Vielsalm.

In al de netten samen, bezitten thans bij de 1,100 gemeenten ten minste één post van geabonneerde op hun grondgebied.

Ofschoon de stichting van kleine netten voor de Schatkist een lastpost is, beschouwt de Regeering het als haar plicht ze voort te vermenigvuldigen, mits zij in andere meer opbrengende netten vergoedingen vinde, want in zake telephoon bestaat een nauw verband onder al de instellingen des lands.

Om aan de wenschen van de groote meerderheid der belanghebbenden te voldoen, werd het hulpnet Gembloers in de groep Brussel opgenomen.

De telephoon-middenkantoren te Brussel en te Bergen werden in de daarvoor bijzonder opgerichte gebouwen overgebracht; die twee middenkantoren zijn thans, in verhouding tot hunne betrekkelijke belangrijkheid, volgens de laatste verbeteringen toegerust.

In de netten Leuven en Bergen werd dubbelleiding aangelegd tusschen de geabonneerden en de middenkantoren; in de netten Brussel, Gent en Luik, waar tevens de luchtdraden door ondergrondsche draden worden vervangen, is dit werk bijna voltooid.

De verandering van het bovengrondsch net met enkelen draad, te Antwerpen, in ondergrondsch net met dubbelleiding, zal in den loop van het jaar 1905 aangevat worden. Wanneer datzelfde werk te Verviers en te Mechelen zal uitgevoerd zijn, zullen al de Belgische netten uit tweedradige verbindingen bestaan, waarbij al de plaatselijke netten van het land in de beste voorwaarden zullen verkeerren om gesprekken op alle afstanden en op de meest doeltreffende wijze te voeren.

Sedert de verbindingen met enkelen draad in tweedradige lijnen werden

veranderd, betalen de geabonneerden op de netten Brussel en Bergen niet langer het opgeld voor gebruik van een tweeden verbindingsdraad. Die maatregel heeft dus eene prijsvermindering teweeggebracht ; vandaar eene merkelijke verzwaring der exploitatie-lasten.

*
* *
*

Het stelsel waarbij voor alle geabonneerden een zelfde jaarlijksch vast recht wordt geheven, hoe groot het getal gesprekken ook zij, kan niet langer in werking blijven ; het hoeft gepaard te gaan met een billijkeren regel die rekening houde met het min of meer groote gebruik dat de geabonneerde heeft van het toestel waarover hij beschikt, alsmede van den inrichtingsprijs van den dienst volgens de belangrijkheid van de netten. Doch, vooraleer eene nieuwe tarifeering in de groote centums met goeden uitslag worde ingevoerd, is het noodig dat de lijnen in staat wezen om, zonder verwijl, in eene waarschijnlijke toeneming der vragen om verbinding te kunnen voorzien. Daarnaar streeft het Beheer al zijn pogen.

De grondige wijzigingen, die aan al de deelen van de telephooninstellingen ten koste van aanzienlijke uitgaven werden toegebracht, hebben de exploitatie-lasten verhoogd in eene mate welke enkel bij de sluiting der rekeningen over het loopende jaar naar waarheid zal kunnen geschat worden.

*
* *
*

Volgende lijst wijst aan hoeveel geabonneerden elke groep op 31 Augustus 1904 telde :

Groepen en netten.	Verbindingen.
Groep Brussel	6,266
— Aarlen.	236
— Antwerpen	3,583
— Bergen.	770
— Charleroy.	1,207
— Chimay	114
— Dendermonde	137
— Doornijk	560
— Gent	1,392
— Kortrijk	306
— « De Kust »	836
— Landen	237
Net Leuven	136
Groep Luik	2,509
Net Mechelen	79
Groep Namen	713
— Verviers	1,114
Samen.	<u>20,237</u>

Op 31 Augustus 1899 beliep het gezamenlijk getal geabonneerden 13,213; dus eene vermeerdering van 7,024 of van 53.16 t. h. op vijf jaar.

II. — TELEPHONEEREN VAN TELEGRAMMEN.

Wie op de telefoon geabonneerd is, kan zijne telegrammen aan het telegraafkantoor van verbinding voorzeggen en ook per telefoon de tot hem gerichte telegraphische mededeelingen ontvangen.

Zulks gebeurt kosteloos, en dat die dienst zich voortdurend ontwikkelt bewijzen volgende cijfers :

J A R E N .	GETELEPHONEERDE TELEGRAMMEN.		S A M E N .
	Door de geabonneerden.	Aan de geabonneerden.	
1899	817,348	626,126	1,443,474
1900	854,152	621,363	1,475,515
1901	883,499	642,631	1,526,130
1902	905,664	658,904	1,564,568
1903	931,897	660,529	1,592,426

In de meeste landen van Europa wordt, voor elk getelephoneerd telegram, een recht van ten minste 10 centiemen geheven; dus heeft het Belgisch stelsel de geabonneerden, in 1903, van eene som van minstens 159,242 frank vrijgesteld.

III — AFHALING TEN HUIZE VAN OVER TE SEINEN TELEGRAMMEN EN VAN GEWONE POSTSTUKKEN MET SPOEDBESTELLING.

Bij Koninklijk besluit van 30 December 1901 werd, voor de geabonneerden op de telefoon, een dienst ingericht waarbij een bijzonder besteller de over te seinen telegrammen en niet verzekerde noch aangeteekende poststukken met spoedbestelling ten huize afhaalt. De besteller wordt per telefoon ontboden.

Het recht per afhaling is bepaald op 25 centiemen binnen den plaatselijken bestelkring van het kantoor dat de stukken doet weghalen.

Buiten dien kring worden bodekosten geheven, volgens het tarief dat voor telegrammen geldt.

De nieuwe dienst werd op 1 Februari 1902 geopend; het getal vragen om afhaling beliep 692 in 1902 en 449 in 1903.

IV. — VERBINDINGEN OP GROOTEN AFSTAND BINNENLANDS.

De eerste telephonische verbindingen op grooten afstand binnenlands, in België op 20 October 1884 tusschen de netten Antwerpen en Brussel geopend, werden achtereenvolgens tot de andere plaatselijke telefoon-

diensten uitgebreid, zoodat, sedert 20 Juli 1900, al de Belgische geabonneerden met elkaar in gesprek kunnen treden.

Om tot die algemeene verbinding te komen, moest de Staat tragsgewijze :

1^o De ijzeren leiddraden, die de telegraphisch-telephonische gemeenschap gaven, vervangen door bronsdraden ;

2^o Een groot getal draden aanleggen uitsluitend voor de telefoon ;

3^o De enkeldraadleidingen der geabonneerden verdubbelen.

Op 31 December 1903 telde men ten dienste der telegraphie op grooten afstand binnenslands 14,457 kilometers leiddraden, waarvan 6,303 kilometers telegraafdraden naar het Van Rysselberghe-stelsel voor telephonie geschikt zijn.

Volgende tabel wijst aan, hoeveel telefoongesprekken op grooten afstand binnenslands gedurende elk der tien laatste jaren werden gehouden en welke de ontvangsten waren :

Jaren.	Getal gesprekken.	Ontvangsten (abonnementen medegerekend).
1894.	173,324	fr. 208,884
1895.	200,811	» 245,054
1896.	225,751	» 277,340
1897.	260,529	» 317,241
1898.	323,375	» 389,273
1899.	387,588	» 463,493
1900.	434,973	» 521,455
1901.	488,355	» 582,655
1902.	509,039	» 596,227
1903.	586,677	» 684,238

V. — OPENBARE TELEPHOONKANTOREN.

Op 31 December 1899 bestonden er in België 100 voor het publiek toegankelijke telefoonkantoren ; thans beloopt het getal 122, verdeeld als volgt : groepen Aarlen, 2 ; Antwerpen, 13 ; Bergen, 5 ; Brussel, 25 ; Charleroy, 7 ; Chimay, 1 ; Dendermonde, 5 ; Doornijk, 6 ; Gent, 9 ; Kortrijk, 6 ; « De Kust », 14 ; Landen, 7 ; Luik, 12 ; Namen, 4 ; Verviers, 3 ; netten Leuven, 2 ; Mechelen, 1.

Buiten die welke in volkrijke plaatsen gelegen zijn, brengen de openbare telefoonkantoren maar weinig op.

In veertig van die kantoren werd, in 1903, voor de gesprekken in binnenslandsch verkeer, minder dan 300 frank per kantoor ontvangen.

Die toestand komt voort, eenerzijds, van de kaarten die den geabonneerden worden afgegeven en waarmee zij kosteloos van de openbare spreekcellen gebruik maken ; anderzijds, van de vrijheid die aan het publiek over het algemeen wordt gelaten om zonder kosten talrijke posten van geabonneerden te bezigen.

VI. — TELEPHOONBERICHTEN.

Die dienst, door het Koninklijk besluit van 23 Maart 1897 ingesteld, heeft ten doel om het even wien, al of niet geabonneerd, te verzoeken zich, per telefoon, in gemeenschap te stellen met den afzender van het bericht of met een opgegeven derden persoon, die spreekt hetzij uit een post van geabonneerde, hetzij uit een openbaar kantoor.

Het getal kantoren die telefoonberichten bestellen, beliep 86 op 31 December 1899 en werd sindsdien op 143 gebracht.

Volgende tabel wijst aan, hoeveel telefoonberichten gedurende elk der zes laatste jaren werden gegeven en welke de ontvangsten waren :

J A R E N.	Getal berichten.	Ontvangst.
1898	2,553	769 80
1899	4,192	1,276 95
1900	5,918	1,795 20
1901	7,045	2,417 90
1902	7,337	2,495 80
1903	9,410	2,822 50

VII. — TELEPHOONDIENT MET HET BUITENLAND.

1^o *Engelsch-Belgisch verkeer.*

Het telefoonverkeer tusschen België en Engeland werd op 8 Juni 1903 geopend.

De tusschen beide landen getroffen overeenkomst, die van voormelden datum af in werking trad, bepaalt namelijk :

De prijs voor elke eenheid van drie minuten sprekens wordt verkregen door samentelling van navermelde grondprijzen :

Voor België :

4.50 frank voor elk gesprek uitgaande van of bestemd voor een Belgisch telefoon-centrum;

Voor het Vereenigd Koninkrijk :

5.50 frank voor elk gesprek uitgaande van of bestemd voor elk telefoon-centrum van Engeland of van Wallis, dat in gemeenschap kan worden gesteld met een Belgisch telefoon-centrum.

Na overeenkomst, is elk der Beheeren vrij, telefoongemeenschap in te richten met een ander land door middel van de telefoonlijnen van het ander Beheer.

's Nachts mogen abonnementsgesprekken worden gewisseld.

Elk abonnementsgesprek wordt berekend tegen ten minste den dubbel

duur der tijdseenheid van gesprek; de prijs van elk dergelijk gesprek is de helft van het voor gewone mededeelingen gestelde recht.

De overeenkomst kan, na één jaar van kracht geweest te zijn, te allen tijde, op aanvraag van eene of andere der Verdragsluitende Partijen, herzien worden.

De opening van den telephoondienst tusschen België en Engeland vergde :

1^o Het leggen van een onderzeeschen telefoonkabel met vier leiddraden, tusschen de Belgische kust en de Engelsche kust;

2^o Het spannen, op het vaste land, van dikke draden, om bedoelden kabel rechtstreeks met de hoofdsteden van beide landen te verbinden.

De Engelsch-Belgische kabel is 87 kilometer lang; het is de langste heden ten dage gekende onderzeesche telefoonleiding. De kabel werd door beide Beheeren op gemeene kosten gelegd; het Belgisch aandeel in de aanlegkosten bedraagt juist fr. 376,318.53.

Daardoor kan het publiek thans volgende gemeenschappen verkrijgen :

a. Eigenlijk net Brussel met het net dat den geheelen omtrek van Londen bedient en de netten van volgende steden : Bradford, Birmingham, Brighton, Bristol, Cambridge, Cardiff, Derby, Hull, Ipswich, Leeds, Leicester, Liverpool, Lowestoft, Manchester, Newport, Norwich, Nottingham, Sheffield, Southampton, Wakefield en Yarmouth;

b. Hulpnetten van de groep Brussel, netten Brugge en Oostende en groepen Luik en Verviers (niet het net Vielsalm), met het net van het Graafschap Londen;

c. Eigenlijke netten Antwerpen, Bergen, Charleroy, Gent, Leuven, Mechelen en Namen en de groep Dendermonde, met het net van het Graafschap Londen en de netten : Birmingham, Brighton, Cambridge, Ipswich, Lowestoft, Norwich, Nottingham, Southampton en Yarmouth.

De dienst is beperkt, in bedoelde verbindingen :

In Engeland, tot de telefoonposten die met de middenkantoren van het Post Office verbonden zijn, uitgenomen de posten die tot de National Telephon C^o behooren;

In België : 1^o tot de openbare kantoren; 2^o tot de aangeslotenen met dubbeleiding, die geschikte toestellen hebben.

Tijdens het eerste dienstjaar, van 8 Juni 1903 tot 7 Juni 1904, werden tusschen beide landen 6,714 gesprekken gewisseld en het Belgisch aandeel in de ontvangsten beliep fr. 44,077.50.

2^o Fransch-Belgisch verkeer.

De nieuwe Fransch-Belgische overeenkomst van 29 October 1898, waarvan de Regeering de grondslagen heeft aangewezen in de Memorie van toelichting over het ontwerp van wet houdende verlenging tot 31 December 1904 van de bepalingen der wet van 1851, trad in werking op 1 Mei 1900.

Talrijke Fransch-Belgische telephoongemeenschappen werden onder het gezag dier overeenkomst geopend, inzonderheid :

De verbindingen met Parijs, Rijsel en Maubeuge werden tot al de Belgische netten uitgebreid.

Enkel eenige hulpnetten zijn buiten de gemeenschap met Givet en enkel de netten van de groep Aarlen zijn voorloopig buiten de verbindingen met Kales, Fourmies, Valenciën en Roobaais-Tourcoing gesloten.

De Fransche steden Lyons, Marseille, De Haver, Bordeaux. Saint-Étienne, Dijon, Orléans en Rowaan werden tot de telephonische gemeenschap met de voornaamste Belgische groepen toegelaten.

In onderstaande tabel zijn de gesprekken en de ontvangsten, in Fransch-Belgisch verkeer, voor elk der vijf laatste jaren samengevat.

J A R E N.	Getal gesprekken.	Ontvangst (Belgisch aandeel), de abonnements nedegekeend.
1899	96,408	152,450 75
1900	112,531	201,821 29
1901	119,196	217,984 37
1902	130,512	232,496 48
1903	130,716	230,654 25

3° *Duitsch-Belgisch verkeer.*

De Duitseh-Belgische overeenkomst van 28 Augustus 1895 stelt voorloopig de in de alsdan bestaande gemeenschappen toe te passen prijzen vast en zegt dat beide Beheeren, in gemeen overleg, die tarieven mogen wijzigen en den prijs voor elk des voorkomend nieuw te openen verkeer mogen vaststellen.

Het Duitseh Beheer en het Belgisch Beheer zijn overeengekomen om, van 1 Januari 1902 af, volgende tarieven toe te passen :

De prijs voor een gewoon gesprek wordt samengesteld uit de gezamenlijke grondprijzen bepaald als volgt, per eenheid van drie minuten spreken :

In België :

Twée en zestig centiemen en half (fr. 0.625) voor de gesprekken uit of naar de telephoongroepen Luik en Verviers (1° gebied);

Eén frank vijf en twintig centiemen (fr. 1.25) voor de gesprekken uit of naar de andere Belgische groepen (2° gebied).

In Duitschland :

Twée en zestig centiemen en half (fr. 0.625) voor de gesprekken uit of naar de netten begrepen in de omschrijving van het Hooger Bestuur van Posterijen te Aken (1° gebied);

Eén frank vijf en twintig centiemen (fr. 1.25) voor de gesprekken uit of naar de netten begrepen in de omschrijvingen van het Hooger Bestuur van Posterijen te Keulen (Rijn) en voor dat te Dusseldorf (2° gebied);

Twée frank vijf en twintig centiemen (fr. 2.25) voor de gesprekken uit

of naar de netten die niet in het eerste of in het tweede gebied begrepen zijn (3° gebied).

De geheele prijzen voor de gesprekken uit België en die gewisseld worden tusschen :

1° De netten van het 1° Belgisch gebied en die van het 2° Duitsch gebied ;

2° De netten van het 2° Belgisch gebied en die van het 1° Duitsch gebied ;

3° De netten van het 1° Belgisch gebied en die van het 3° Duitsch gebied, worden bepaald voor de twee eersten op 2 frank (twee frank) en voor de derde op 3 frank (drie frank).

Voor dringende Duitsch-Belgische telefoongesprekken wordt driemaal de kosten betaald.

De groepen Aarlen en Chimay zijn de eenige Belgische plaatselijke telefoondiensten die tot nu toe niet in gemeenschap met de Deutsche netten konden worden gebracht.

Onder de Deutsche netten die thans voor den Duitsch-Belgischen dienst open zijn, hoeven namelijk die uit volgende steden vermeld : Aken, Barmen, Berlijn, Bonn, Bremen, Chemnitz, Coblenz, Crefeld, Dortmund, Dusseldorf, Ems, Essen, Frankfort-aan-Mein, Hamburg, Hannover, Keulen, Leipzig, Lubeck, Maagdeburg, Mannheim, Mentz, Metz, Mulhausen, Straatsburg, Stuttgart, Trier en Wiesbaden.

Onderstaande tabel wijst aan, hoeveel gesprekken in Duitsch-Belgisch verkeer gedurende de vijf laatste jaren werden gewisseld en hoe hoog de ontvangsten beliepen :

J A R E N.	Getal gesprekken		Ontvangsten (Belgisch aandeel).
	niet dringend.	dringend.	
1899	17,587	462	34,833 34
1900	19,151	566	36,589 38
1901	16,480	525	28,939 »
1902	23,557	1,923	43,387 75
1903	32,890	2,099	61,634 25

4° Nederlandsch-Belgisch verkeer.

Ten gevolge van de talrijke onlangs verwezenlijkte uitbreidingen, kunnen de meeste Belgische netten thans met al de belangrijke steden van Nederland in gemeenschap worden gesteld, namelijk met :

Amsterdam, Arnhem, Delft, Dordrecht, 's Gravenhage, Groningen, Haarlem, 's Hertogenbosch, Leiden, Maastricht, Middelburg, Nijmegen, Roermond, Rotterdam, Schiedam, Tilburg, Utrecht en Vlissingen.

Onderstaande tabel wijst aan, hoeveel gesprekken in Nederlandsch-Belgisch verkeer gedurende de vijf laatste jaren werden gewisseld en hoe hoog de ontvangst beliep.

J A R E N	Getal gesprekken.	Ontvangst (Belgisch aandeel), de abon- nementen mede- gerekend.
1899	13,865	25,836 70
1900	15,762	29,289 13
1901	19,187	36,278 »
1902	24,141	45,765 63
1903	26,753	50,927 13

5° *Belgisch-Luxemburgsch verkeer.*

Sedert 1 Juli 1904 zijn al de Belgische netten in gemeenschap gesteld met al de *microfoonposten* in het Groothertogdom Luxemburg.

Volgende lijst wijst aan, hoeveel gesprekken tusschen beide landen gedurende elk van de vijf laatste jaren werden gewisseld en hoe hoog de ontvangst beliep :

J A R E N .	G E T A L gesprekken.	ONTVANGET (Belgisch aandeel) de abonnementen medege- rekend.
1899.	2,053	2,954 44
1900.	2,993	4,012 32
1901.	3,188	4,306 60
1902.	2,823	3,749 10
1903.	3,654	5,197 97

VIII. — ALGEMEENE UITSLAGEN.

De door de Schatkist over de twee laatste jaren geïnde ontvangsten worden, in nevenstaande tabel, met elkaar vergeleken :

POSTEN		ONTVANGSTEN over 1903.	ONTVANGSTEN over 1902.	VERSCHIL voor 1903.
Plaatselijk verkeer.	Telefoonberichten	1,236 85	980 05	+ 256 80
	Abonnementen	4,385,270 21	3,991,954 17	+ 393,316 04
	Gesprekken	14,620 75	13,920 75	+ 700 00
	Kaarten mits betaling	293 50	334 89	— 41 39
Verkeer op grooten afstand.	Telefoonberichten	1,585 65	1,215 75	+ 369 90
	Abonnementen	52,550 04	49,344 50	+ 3,205 54
	Gesprekken	631,688 00	546,882 50	+ 84,805 50
Internatio- naal verkeer.	Abonnementen (Belgisch aandeel) .	18,769 50	19,839 98	— 1,070 48
	Gesprekken (id.) .	348,521 60	305,558 98	+ 42,962 62
Gesprekken met de statien van den spoor- weg.		400 00	400 00	»
Buitengewone opbrengsten		49,784 90	36,667 70	+ 13,117 20
SAMEN		5,504,721 00	4,967,099 27	+ 537,621 73 of 10,82 t. h.

Het omwerken van de netten, eigenlijke oorzaak der verhooging van de exploitatie-lasten, eenerzijds; anderzijds het veranderen van de wijze van tarificering verlengen den proeftijd voor het vaststellen van de prijzen. De Regeering verzoekt dienvolgens om verlenging, voor een nieuwen termijn van vijf jaren, van de macht die haar door de wet van 1 Maart 1851 werd verleend en die door de wet van 11 Juni 1883 tot de telephonie wordt uitgebreid.

De Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

JUL. LIEBAERT.



PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre ministre
des chemins de fer, postes et télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre ministre des chemins de fer,
postes et télégraphes présentera en Notre
nom, aux chambres législatives, le pro-
jet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de la loi du 1^{er} mars
1851, concernant les tarifs et règlements
des correspondances télégraphiques, sont
prorogées jusqu'au 31 décembre 1909.

Donné à Bruxelles, le 17 novem-
bre 1904.

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister van
Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Spoorwegen, Pos-
terijen en Telegrafen zal in Onzen naam,
bij de Wetgevende Kamers, het wetsont-
werp aanbieden, waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

De geldigheidsduur van de bepalingen
van de wet van 1^o Maart 1851, betref-
fende de tarieven en reglementen voor de
telegraphische mededeelingen, is ver-
lengd tot 31^o December 1909.

Gegeven te Brussel, den 17^o Novem-
ber 1904.

LÉOPOLD.**Par le Roi :**

*Le ministre des chemins de fer,
postes et télégraphes,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Spoorwegen, Posterijen
en Telegrafen,*

JUL. LIEBAERT.